

Document: EB 2018/123/R.17/Rev.1
Point de l'ordre du jour: 5 d)
Date: 11 avril 2018
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Rapport du Président

Proposition de dons du Fonds du FI DA pour Gaza et la Cisjordanie pour le Projet de gestion résiliente des terres et des ressources

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Annabelle Lhommeau
Chargée de programme de pays de la Division
Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe
téléphone: +39 06 5459 2783
courriel: a.lhommeau@ifad.org

Transmission des documents:

Alessandra Zusi Bergés
Fonctionnaire principale de
l'Unité des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2092
courriel: gb@ifad.org

Conseil d'administration — Cent vingt-troisième session
Rome, 16-17 avril 2018

Pour: Approbation

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Résumé du financement	iv
Recommandation pour approbation	1
I. Contexte stratégique et justification	1
A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural	1
B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement	2
II. Description du projet	2
A. Zone d'intervention et groupe cible	2
B. Objectif de développement du projet	3
C. Composantes/résultats	3
III. Mise en œuvre du projet	4
A. Approche	4
B. Cadre organisationnel	4
C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs	5
D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance	5
E. Supervision	7
IV. Coût, financement et avantages du projet	7
A. Coût du projet	7
B. Financement du projet	9
C. Résumé des avantages et analyse économique	11
D. Durabilité	11
E. Identification et atténuation des risques	12
V. Considérations d'ordre institutionnel	12
A. Respect des politiques du FIDA	12
B. Alignement et harmonisation	12
C. Innovations et reproduction à plus grande échelle	13
D. Participation à l'élaboration des politiques	13
VI. Instruments et pouvoirs juridiques	13
VII. Recommandation	13
Appendices	
I. Negotiated financing agreement (Accord de financement négocié)	1
II. Logical framework (Cadre logique)	9

Sigles et acronymes

CPP	Comité de pilotage du projet
FGC	Fonds pour Gaza et la Cisjordanie
GCF	Fonds vert pour le climat
IPSAS	Normes comptables internationales pour le secteur public
ONG	Organisations non gouvernementales
OPEP	Organisation des pays exportateurs de pétrole
PGTR	Projet de gestion résiliente des terres et des ressources
PTBA	Plan de travail et budget annuel
S&E	Suivi et évaluation
UGP	Unité de gestion du projet

Carte de la zone du projet

Palestine

Projet de gestion résiliente des terres et des ressources (PGTR)

Rapport du Président



Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.
 Source: FIDA; 01/02/2018

Proposition de dons du Fonds du FIDA pour Gaza et la Cisjordanie pour le Projet de gestion résiliente des terres et des ressources

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Bénéficiaire:	Autorité palestinienne
Organisme d'exécution:	Ministère de l'agriculture
Coût total du projet:	41,44 millions d'USD
Montant du don du Fonds du FIDA pour Gaza et la Cisjordanie:	4,56 millions d'USD
Montant du don du Fonds du FIDA pour Gaza et la Cisjordanie financé par une contribution du Fonds de l'OPEP pour le développement international:	1 million d'USD
Déficit de financement:	23 millions d'USD (Fonds vert pour le climat: 15 millions d'USD et autres partenaires/entités: 8 millions d'USD)
Contribution du pays bénéficiaire:	7,73 millions d'USD (contribution en espèces de 1,166 million d'USD et contribution en nature équivalente à 6,57 millions d'USD)
Contribution des bénéficiaires:	4,89 millions d'USD des ménages bénéficiaires (contribution en espèces de 1,28 million d'USD et contribution en nature équivalente à 3,61 millions d'USD); 0,24 million d'USD des conseils villageois et communaux
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de dons du Fonds du FIDA pour Gaza et la Cisjordanie pour le Projet de gestion résiliente des terres et des ressources, telle qu'elle figure au paragraphe 46.

Proposition de dons en faveur du Projet de gestion résiliente des terres et des ressources

I. Contexte stratégique et justification

A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural

1. La Palestine se trouve à la croisée des chemins; la fragilité croissante, l'incertitude géopolitique accrue et l'accélération des changements climatiques menacent de marginaliser davantage les populations vulnérables, en particulier dans les zones rurales. La propriété foncière et l'accès aux ressources en eau constituent des défis de plus en plus grands pour les Palestiniens vivant en Cisjordanie. Avec l'expansion des colonies de peuplement et la pression exercée sur les régimes fonciers traditionnels, les agriculteurs font face à des risques de marginalisation et les chaînes de valeur en amont pourraient être compromises. Cette situation a abouti à un morcellement du territoire; les terres agricoles palestiniennes risquent de disparaître en l'absence d'investissements et d'une utilisation efficace des terres, et les agriculteurs ne sont pas en mesure de se déplacer librement sur leurs terres. Dans un tel contexte il est difficile d'assurer une gestion cohérente des ressources naturelles ainsi que la durabilité et la résilience des moyens de subsistance ruraux, ce qui rend la vie des Palestiniens de plus en plus difficile. Les terres rurales en particulier (dans ce que l'on appelle la zone C)¹ sont contestées et il est de plus en plus admis qu'il y a urgence à agir.
2. Les restrictions imposées aux Palestiniens en matière d'accès aux ressources en terres et en eau (plus de 80% des réserves souterraines leur sont inaccessibles) pèsent lourdement sur l'investissement et la croissance. En raison de ces restrictions, les Palestiniens sont parmi les populations les plus soumises au stress hydrique à l'échelle de la planète. Leur situation est aggravée par la hausse des températures et l'irrégularité croissante des précipitations, qui exacerbent la vulnérabilité des villages ruraux et du secteur agricole. La vulnérabilité a également fait grimper le taux de pauvreté, qui, en 2011, s'élevait à 17,2% dans les zones rurales. Les scénarios des changements climatiques prévoient des pénuries d'eau encore plus importantes à l'avenir, et la capacité d'adaptation des agriculteurs et les interventions des pouvoirs publics sont entravées par l'insuffisance des informations agroclimatiques, l'absence de modélisation des effets des changements climatiques sur les systèmes agricoles et la capacité limitée des institutions de mettre en œuvre des stratégies concrètes d'adaptation.
3. La difficulté d'accès aux ressources en terres et en eau n'est qu'une partie du problème. Pour de nombreux petits exploitants, le niveau élevé de morcellement des terres et les restrictions en matière de commercialisation constituent un frein critique à leur capacité à réaliser des économies d'échelle et à accroître la valeur ajoutée de leur production. Les options restreintes pour le stockage en gros et l'entreposage de

¹ Dans le cadre de l'Accord d'Oslo (1993), l'Autorité palestinienne a été désignée pour assurer la sécurité intérieure et le contrôle civil dans les zones urbaines palestiniennes (zone A) et le seul contrôle civil dans les régions rurales (zone B). Le reste des territoires (zone C, qui couvre 63% des territoires), y compris les colonies de peuplement israéliennes, la région de la vallée du Jourdain et les routes de contournement entre les communautés palestiniennes, devaient faire l'objet de futures négociations pour préciser le transfert à l'Autorité palestinienne. Néanmoins, les négociations ont échoué, et la partie de la zone C revendiquée par les Israéliens s'est étendue.

leurs produits, combinées à la faiblesse des chaînes de valeur, contribuent à perpétuer le cercle vicieux d'une faible productivité et d'une commercialisation limitée, ce qui aboutit à de faibles revenus ruraux. Les femmes et les jeunes sont particulièrement laissés en marge des activités productives rurales, cela est dû au fait que leur accès à la terre et aux ressources d'investissement est encore plus limité. Ces deux catégories de la population sont donc particulièrement vulnérables.

B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement

4. La viabilité territoriale rurale est soumise à de multiples menaces qui compromettent le rôle de l'agriculture en tant que l'un des principaux piliers de l'économie nationale. En conséquence, de nombreux jeunes (en particulier des femmes) se détournent de l'agriculture, et cela se reflète dans le vieillissement des agriculteurs, dans une population par ailleurs caractérisée par sa grande part de jeunes. L'Autorité palestinienne a lancé des initiatives visant à favoriser la relance de la croissance rurale et de l'agriculture, tel qu'énoncé dans la Stratégie nationale pour le secteur agricole 2017-2022. Dans ce contexte et en se fondant sur les solides réalisations passées, l'Autorité palestinienne a exhorté le FIDA à l'aider à accroître la résilience, l'adaptabilité et la productivité de l'économie rurale dans un moment caractérisé par des transformations, les défis accrus que représentent les changements climatiques, des menaces et les possibilités offertes par le marché intérieur.
5. En Palestine, le FIDA est considéré comme un partenaire de longue date spécialisé dans la promotion de la mise en valeur des terres et de la transformation durable et résiliente du monde rural. L'avantage comparatif du FIDA réside dans sa volonté sans faille de travailler directement avec le Ministère de l'agriculture en vue de renforcer les droits fonciers et d'accroître la sécurité alimentaire, la nutrition et la résilience des petits exploitants afin de leur permettre d'assurer leur subsistance. En créant des emplois dans les zones défavorisées, en collaboration avec le Ministère de l'agriculture, et en s'engageant aux côtés d'autres partenaires de développement, le FIDA contribue à réduire l'incertitude et à accroître la résilience en améliorant l'accès aux terres productives et en ouvrant et en diversifiant les perspectives adaptées aux défis des changements climatiques pour les petits exploitants et les petites entreprises.
6. Le Projet de gestion résiliente des terres et des ressources (PGTR) appuiera l'accélération de la croissance économique rurale résiliente en élargissant les superficies cultivées et en augmentant la productivité et la rentabilité de la production rurale. Une attention particulière sera accordée à l'adaptabilité et à l'inclusion des franges défavorisées de la population rurale – en particulier les femmes et les jeunes, ainsi que les familles avec un accès limité à la terre – et au renforcement de la résilience au climat par le biais de pratiques agricoles adaptées et de l'amélioration de la gouvernance et de la gestion des terres et de l'eau.

II. Description du projet

A. Zone d'intervention et groupe cible

7. La zone cible du PGTR comprend les zones B et C dans les 11 gouvernorats de Cisjordanie. Les composantes 1 et 2 seront initialement mises en œuvre à Bethléem, Hébron, Djénine, Naplouse, Tubas et Tulkarem. Le nombre de gouvernorats pourrait être revu à la hausse après l'examen à mi-parcours, si les progrès réalisés dans la mise en œuvre du projet sont satisfaisants et selon l'enveloppe financière disponible. La composante 3 est axée sur l'établissement d'un réseau de stations agrométéorologiques et sur la reproduction à plus grande échelle des activités, et couvrira donc tous les gouvernorats de Cisjordanie. Le projet s'efforcera de sélectionner les zones où l'incidence de pauvreté est la plus forte. Les autres critères de sélection des villages comprennent: la possibilité de mettre en valeur au moins 200 dounams² de terres; et une forte vulnérabilité aux risques liés au climat. Les

² Un *dounam* est équivalent à 0,1 hectare.

activités du projet ont été conçues de façon à bénéficier: i) aux petites exploitations et aux agriculteurs à petite échelle; ii) aux jeunes et aux femmes pauvres, sans terre et sans emploi; et iii) aux éleveurs. Le projet profitera directement à environ 30 000 ménages ruraux (soit environ 150 000 personnes) qui bénéficieront de revenus plus élevés et d'une résilience renforcée face aux effets des changements climatiques, en particulier s'agissant de l'accès à l'eau et de la capacité accrue de rétention d'eau des sols.

B. Objectif de développement du projet

8. L'objectif du PGTR est d'accroître la résilience et les revenus des ménages de producteurs ruraux en Cisjordanie. L'objectif de développement consiste à accroître la résilience face aux changements climatiques, la productivité des terres, la production agricole et les possibilités de commercialisation pour les petits exploitants et les ruraux pauvres sans terre.

C. Composantes/résultats

9. Les principales composantes du projet sont les suivantes: i) la mise en valeur des terres favorisant la résilience face aux changements climatiques; ii) l'intégration au marché des ruraux pauvres; et iii) l'amélioration des services publics pour la mise à l'échelle des systèmes de production et d'utilisation des terres agricoles résilients face aux changements climatiques.
10. La première composante visera à accroître l'accès aux terres agricoles productives et aux ressources en eau, par le biais d'investissements dans la mise en valeur des terres en vue d'accroître la résilience face aux changements climatiques, les routes agricoles, l'amélioration des sols et les installations de collecte de l'eau de pluie en lien avec l'utilisation de l'eau, l'efficacité des systèmes d'irrigation complémentaire et les capacités connexes afin de soutenir les investissements.
11. Ces investissements seront effectués en étroite collaboration avec les bénéficiaires, les municipalités et les villages, et seront fondés sur des plans d'activité pour les terres mises en valeur. Cette composante appuiera également le suivi et l'analyse des avantages de l'adaptation, ainsi que le rapport coût-efficacité des approches et des pratiques de mise en valeur des terres pour différents types d'utilisation des sols adaptés aux conditions de la Cisjordanie. Le principal résultat sera un accroissement de la productivité des terres. L'amélioration des dessertes routières favorisera également une augmentation de la rentabilité et des revenus.
12. La deuxième composante améliorera l'intégration aux marchés des bénéficiaires de la mise en valeur des terres, en facilitant le regroupement des produits agricoles au niveau des villages. Il s'agira d'attirer davantage d'acteurs du marché et d'établir des liens entre eux et les agriculteurs, et d'accroître la demande locale de produits agricoles. Le regroupement des produits locaux sera également amélioré par la réhabilitation ou la construction de routes agricoles reliant les terres mises en valeur aux villages. La création d'un environnement propice au commerce agricole fournira également des emplois saisonniers dans le secteur de l'agroalimentaire. En outre, une attention particulière sera accordée à la création d'activités génératrices de revenus et résilientes face aux changements climatiques, ainsi que de possibilités d'entrepreneuriat dans les secteurs ruraux agricole et non agricole, en s'attaquant spécifiquement aux contraintes auxquelles se heurtent les groupes marginalisés, y compris les femmes et les jeunes sans terre. Un fonds pour les microentreprises sera mis en place, dont l'un des principaux critères pour l'attribution des subventions d'investissement sera l'adaptation aux changements climatiques. Les principaux résultats seront l'augmentation de la production et de la commercialisation des produits agricoles, et le développement de microentreprises en mesure de tirer profit de l'amélioration des débouchés commerciaux, dont 35% seront gérés par des femmes et des jeunes.

13. La troisième composante visera à améliorer les services publics au profit d'une agriculture résiliente face aux changements climatiques et à aider les agriculteurs palestiniens à prendre rapidement des mesures efficaces pour protéger leurs cultures et leurs animaux des ravageurs, des maladies et des conditions climatiques extrêmes. Cette composante renforcera la capacité des agriculteurs à absorber les risques climatiques au moyen de mesures d'anticipation et d'intervention rapide. Elle aidera également les agriculteurs à adopter de nouvelles pratiques grâce à un meilleur accès aux connaissances, de la transformation des stratégies de subsistance et d'un environnement propice. Cette troisième composante vise également à promouvoir les services publics afin de permettre aux agriculteurs de prendre des mesures en temps opportun et en tenant compte des risques, et à consolider les capacités institutionnelles en matière d'information de pointe, de génération de données probantes et de programmation de l'adaptation aux effets des changements climatiques dans l'agriculture. Les principaux résultats seront l'augmentation du nombre d'agriculteurs ayant recours aux services de vulgarisation et d'information agroclimatique de pointe pour la prise de décision, et l'accroissement du nombre d'initiatives nationales visant à intégrer les approches résilientes face aux changements climatiques dans l'agriculture.

III. Mise en œuvre du projet

A. Approche

14. L'un des principaux objectifs du projet est de promouvoir le développement institutionnel auprès de ses principaux partenaires. Le projet contribuera au développement institutionnel et à l'atteinte des résultats de plusieurs manières: i) en établissant une unité de gestion du projet (UGP) au sein du Ministère de l'agriculture, qui assumera la responsabilité générale de la mise en œuvre du projet; ii) en encourageant des pratiques de mise en valeur des terres adaptatives et inclusives, en vue d'une transposition à plus grande échelle par les pouvoirs publics; iii) en élaborant et en mettant en place des services d'appui et de conseil institutionnalisés pour favoriser l'intégration au marché des ruraux pauvres et le regroupement des produits agricoles; iv) en renforçant les capacités des structures des pouvoirs publics et des parties prenantes en matière d'utilisation des informations climatiques; et v) en soutenant et en développant des partenariats public-privé-organisations non gouvernementales (ONG) à l'appui d'infrastructures à l'épreuve des aléas climatiques et de modèles de mise en valeur des terres favorisant la résilience face aux changements climatiques. En particulier, les activités concernant les pratiques et les modèles de mise en valeur des terres devraient générer des connaissances utiles au sujet des interventions adaptatives peu coûteuses qui soient plus inclusives et tiennent davantage compte des différences entre les sexes. Cela devrait également permettre d'éclairer la concertation sur les politiques entre l'Autorité palestinienne et le FIDA. De même, les travaux sur la modélisation climatique offriront une plateforme de connaissances qui permettra aux agriculteurs de prendre des décisions plus éclairées concernant les pratiques d'adaptation.

B. Cadre organisationnel

15. Le Ministère de l'agriculture sera l'organisme chef de file responsable de l'exécution du projet et consultera régulièrement l'Autorité chargée de la qualité de l'environnement et d'autres parties prenantes. La Direction générale des terres agricoles du Ministère de l'agriculture sera chargée de veiller à ce que tous les aspects de la mise en œuvre soient effectués conformément à l'accord de financement du projet et aux plans de travail et budgets annuels (PTBA) approuvés.
16. Au niveau national, un comité de pilotage du projet (CPP) sera formé pour: i) fournir des orientations politiques et des directives stratégiques; ii) assurer l'alignement et la complémentarité du PGTR avec les projets financés par d'autres donateurs en Cisjordanie; et iii) approuver les PTBA. Le CPP sera présidé par le Ministère de

l'agriculture. Un comité technique sera également formé pour assurer la coordination au sein des composantes et entre elles.

17. L'UGP sera intégrée au sein du Ministère de l'agriculture et dirigée par la Direction générale des terres agricoles. Elle sera dotée d'une autonomie financière et technique et sera responsable de la supervision de la mise en œuvre du projet, en coordination avec les partenaires d'exécution et les prestataires de services. L'UGP préparera les PTBA et les plans de passation des marchés qui seront soumis au CPP pour examen et approbation, et au FIDA pour avis de non-objection. En outre, l'UGP jouera le rôle de chef de file dans la mise en œuvre de la sous-composante 1.1 (analyse et suivi des avantages en termes de résilience des pratiques de mise en valeur des terres), avec le soutien du Centre national de recherche agricole et des ONG, et dans l'attribution des contrats de travaux de génie civil pour la sous-composante 1.3 (investissements dans les routes agricoles). L'UGP sera également responsable de la mise en œuvre des activités relatives à la mise en valeur des terres des oueds, à l'agriculture de conservation et à la réadaptation des parcours au titre de la sous-composante 1.2 (mise en valeur des terres à l'appui de la résilience). Les ONG seront sélectionnées à travers un processus concurrentiel pour la réalisation d'autres activités au titre de la sous-composante 1.2 et pour la mise en œuvre de la composante 2. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) sera le principal partenaire d'exécution de la composante 3.

C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs

18. Vers la fin de chaque exercice financier, l'UGP préparera le PTBA pour le prochain exercice financier, en précisant pour chaque sous-composante: i) les produits attendus et les objectifs physiques connexes; ii) les activités clés et les intrants nécessaires pour parvenir aux produits attendus; iii) le calendrier de mise en œuvre; iv) les entités responsables; et v) les ressources financières pour la mise en œuvre des activités et l'acquisition des intrants. Les PTBA suivants seront établis selon un processus itératif, qui commencera en septembre de chaque année, en consultation avec tous les partenaires et parties prenantes.
19. Un système de suivi et évaluation (S&E) sera mis en place pour fournir aux responsables du projet, au gouvernement et au FIDA des informations fiables et en temps opportun sur la performance et les résultats du projet. De cette façon, des mesures correctives pourront être prises rapidement afin de garantir que l'exécution reste efficace (les résultats sont obtenus à un coût raisonnable) et performante (les biens et services sont fournis, et les résultats sont atteints). Le projet effectuera: i) une enquête de référence; ii) des enquêtes sur les résultats; iii) des études sur les inégalités entre les sexes; et iv) une enquête à mi-parcours et une autre à l'achèvement du projet. En outre, des rapports d'activité mensuels et des rapports d'avancement semestriels et annuels seront établis.
20. Le PGTR devrait mettre à l'essai de nouvelles approches et de nouveaux modèles pour la mise en valeur des terres et tirer des leçons de la mise à l'échelle de ces modèles avec les agriculteurs. La mise en œuvre du projet devrait générer, dans plusieurs domaines thématiques clés, des enseignements qui pourraient être utiles aux décideurs du Ministère de l'agriculture et à ceux de l'Autorité chargée de la qualité de l'environnement, ainsi qu'aux autres parties prenantes.

D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

21. Sur la base de l'évaluation des risques liés à la gestion financière, le risque fiduciaire est considéré comme moyen, en raison de l'insuffisance du système intégré de gestion de l'information financière pour la gestion comptable et financière du projet et de la capacité limitée de l'unité d'audit interne au niveau de l'agence d'exécution. Les dispositions relatives à la gestion financière et les systèmes de contrôle interne du PGTR devraient néanmoins satisfaire aux exigences minimales du FIDA et permettre de fournir des informations exactes et en temps opportun sur l'état

d'avancement du projet et l'utilisation responsable des fonds. Il devrait être possible de ramener le risque résiduel lié à la gestion financière à "faible", si des mesures d'atténuation des risques appropriées sont adoptées, y compris: i) le recrutement par voie concurrentielle du personnel chargé des finances et de la passation des marchés; ii) la formation du personnel sur les directives et procédures du FIDA au démarrage du projet et l'appui continu au cours de la première année de mise en œuvre; iii) l'élaboration d'un manuel des procédures financières et administratives (comprenant des procédures détaillées sur la gestion financière, comptable et administrative, ainsi que sur les passations de marché) qui sera soumis au FIDA pour avis de non-objection comme condition préalable au premier décaissement; et iv) l'achat et l'installation d'un progiciel de comptabilité répondant à toutes les exigences du FIDA, également comme condition préalable au premier décaissement.

22. Gestion financière. L'équipe fiduciaire de l'UGP sera composée d'un responsable des finances, d'un chargé de la passation des marchés et d'un assistant comptable et administratif. Des états financiers consolidés trimestriels provisoires, préparés conformément aux exigences du FIDA et aux Normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS), et des états financiers annuels seront soumis au FIDA, respectivement 30 jours après la fin du trimestre et deux mois après la clôture de l'exercice.
23. Audit externe. Les états financiers annuels seront vérifiés par un Commissaire aux comptes privé nommé pour trois ans. Pendant le processus d'appel d'offre, le mandat de l'audit sera soumis au FIDA pour avis de non-objection. Le Commissaire aux comptes sélectionné accomplira son travail conformément aux Normes internationales d'audit et au manuel du FIDA relatif à l'information financière et l'audit. Les rapports d'audit seront rendus publics et devront être présentés au FIDA dans un délai de six mois à compter de la clôture de l'exercice budgétaire.
24. Passation des marchés. Bien que le cadre juridique et réglementaire adopté par l'Autorité palestinienne soit conforme aux normes internationales et aux directives du FIDA pour la passation des marchés, la plupart des dispositions et instruments institutionnels ne sont pas encore opérationnels. Par conséquent, la passation des marchés de biens, de travaux et de services sera menée dans le respect des directives pour la passation des marchés relatifs aux projets et du manuel de passation des marchés du FIDA, des dispositions de l'accord de financement et de la lettre au bénéficiaire, et du manuel des procédures administratives et financières du PGTR. On trouvera dans cette partie un aperçu des principaux aspects de la gestion financière: systèmes de gestion employés, avec notamment une description des flux de fonds et une indication concernant leur éventuelle intégration dans les systèmes nationaux ou dans une partie d'entre eux; dispositions en matière d'audit; et modalités de gouvernance, en particulier les mesures de lutte contre la corruption.
25. Gouvernance. C'est au bénéficiaire qu'incombe au premier chef la responsabilité de la détection des fraudes et de la corruption. Néanmoins, les responsables du projet doivent savoir que le Fonds applique une politique de tolérance zéro à l'égard des pratiques frauduleuses ou des actes de corruption, de collusion ou de coercition commis dans le cadre de projets financés par des prêts ou des dons. La diffusion de la politique de lutte contre la corruption mise en place par le FIDA auprès du personnel et des parties prenantes du projet, ainsi que l'adoption des directives du FIDA concernant la passation des marchés pour les passations de marché effectuées dans le cadre du PGTR, devraient renforcer l'application des bonnes pratiques. En outre, le PGTR favorisera la bonne gouvernance en associant les municipalités, les villages et les bénéficiaires: i) à la préparation des PTBA; et ii) à la mise en œuvre et au suivi des activités du projet.

E. Supervision

26. Le projet sera supervisé directement par le FIDA. Outre les missions régulières d'appui à l'exécution et de suivi, au moins une mission de supervision sera organisée chaque année.

IV. Coût, financement et avantages du projet

A. Coût du projet

27. Le coût global du projet, sur une période de six ans, est estimé à 41,44 millions d'USD. Les investissements du projet se répartissent entre les quatre composantes suivantes: i) mise en valeur des terres favorisant la résilience face aux changements climatiques (61% du coût total); ii) intégration au marché des ruraux pauvres (19,4% du coût total); iii) amélioration des services publics pour la mise à l'échelle des systèmes de production et d'utilisation des terres agricoles résilients face aux changements climatiques (12,1% du coût total); et iv) gestion du projet et S&E (7,5% du coût total).

Tableau 1
Coût du projet, par composante et par source de financement
(en milliers d'USD)

Composantes	Don du FGC ^a		Gouvernement en nature		Gouvernement en espèces		Fonds de l'OPEP		Déficit de financement GCF ^b		Déficit de financement autres entités		Bénéficiaires en nature		Bénéficiaires en espèces		Conseil villageois		Total
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant
1. Mise en valeur des terres favorisant la résilience face aux changements climatiques	1 449	5,9	3 941	16,0	646	3,1	905	3,7	8 869	36,0	4 396	17,8	3 619	14,7	604	2,4	240	1,0	24 671
2. Intégration au marché des ruraux pauvres	1 373	14,7	777	8,3	-	-	-	-	3 032	32,4	3 504	37,4	-	-	676	7,2	-	-	9 362
3. Amélioration des services publics pour la mise à l'échelle des systèmes de production et d'utilisation des terres agricoles résilients face aux changements climatiques.	-	-	351	10,5	-	-	-	-	3 000	89,5	-	-	-	-	-	-	-	-	3 351
4. Gestion du projet et S&E	1 744	43	1 501	37	519	12,8	94	2,3	99	2,4	99	2,4	-	-	-	-	-	-	4 056
Total	4 566	11,0	6 570	15,8	1 166	2,8	1 000	2,4	15 000	36,2	8 000	19,3	3 619	8,7	1 280	3,1	240	0,6	41 440

^a Fonds du FIDA pour Gaza et la Cisjordanie

^b Fonds vert pour le climat

B. Financement du projet

28. Le coût total du projet sera financé au moyen des ressources suivantes: i) un don du Fonds du FIDA pour Gaza et la Cisjordanie (FGC) de 4,56 millions d'USD (confirmé); ii) un don du Fonds de l'OPEP pour le développement international pour Gaza et la Cisjordanie de 1 million d'USD; iii) une contribution en espèces du gouvernement de 1,166 million d'USD; iv) une contribution en nature du gouvernement actuellement estimée à 6,57 millions d'USD³; iv) des contributions en nature et en espèces des bénéficiaires, respectivement de 3,61 millions d'USD et 1,28 million d'USD (sous forme d'espèces, de main-d'œuvre occasionnelle, et d'intrants et de matériel); et vi) une contribution à l'appui de la construction de routes des conseils villageois/communaux (estimée à 0,24 million d'USD).
29. Environ 23 millions d'USD – y compris un don du Fonds vert pour le climat (GCF) de 15 millions d'USD et un don d'environ 8 millions d'USD d'autres partenaires/entités identifiés à l'étape de la conception – sont inscrits au budget pour combler le déficit de financement.
30. Le déficit de financement est susceptible d'être comblé par un cofinancement déterminé au stade de la conception et par des ressources provenant du Fonds vert pour le climat. En 2017, des demandes de don ont été faites à plusieurs autres cofinanceurs potentiels, et en février 2018, une proposition de projet complète a été transmise au GCF. Le déficit de financement pourrait également être couvert par des cofinancements mobilisés au cours de la mise en œuvre. Si le financement du GCF ne devait pas se concrétiser, la composante 3 serait supprimée tandis que la couverture géographique des composantes 1 et 2 serait réduite (réduction du nombre de villages soutenus et du nombre de bénéficiaires), comme convenu avec le gouvernement à l'étape de la conception. Cela ne changerait pas la nature de la conception du PGTR, les composantes 1 et 2 restant fortement axées sur l'adaptation au changement climatique.

³ Cela couvrira la TVA, les salaires du personnel détaché, la location de bureaux et les services collectifs.

Tableau 2
Coût du projet, par catégorie de dépenses et par source de financement
(en milliers d'USD)

Catégories de dépenses	Don du FGC		Gouvernement en nature		Gouvernement en espèces		Fonds de l'OPEP		Déficit de financement GCF		Déficit de financement autres entités		Bénéficiaires en nature		Bénéficiaires en espèces		Conseil villageois		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	
I. Dépenses d'investissement																				
Services de consultants	1 134	18,3	820	13,2	723	11,7	91	1,5	3 235	52,2	193	3,1	-	-	-	-	-	-	-	6 195
Biens, services et équipement	443	18,9	353	15	1	-	6	0,2	1 404	59,9	-	-	139	5,9	-	-	-	-	-	2 345
Dons et subventions	-	-	-	-	-	-	-	-	2 703	60,0	1 126	25,0	-	-	676	15,0	-	-	-	4 505
Formation et ateliers	694	37,6	295	16,0	-	-	35	1,9	675	36,6	147	7,9	-	-	-	-	-	-	-	1 845
Travaux	966	4,2	3 706	16,0	-	-	845	3,7	6 885	29,7	6 435	27,8	3 480	15,0	604	2,6	240	1,0	23 161	
Total coûts d'investissement	3 236	8,5	5 173	13,6	724	1,9	977	2,6	14 901	39,2	7 901	20,8	3 619	9,5	1 280	3,4	240	0,6	38 051	
II. Charges récurrentes																				
Traitements et indemnités	1 314	50,3	1 102	42,2	-	-	-	-	99	3,8	99	3,8	-	-	-	-	-	-	-	2 614
Coûts de fonctionnement	16	2,1	295	38,1	442	57	22	2,9	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	775
Total charges récurrentes	1 330	39,2	1 397	41,2	442	13,0	22	0,7	99	2,9	99	2,9	-	-	-	-	-	-	-	3 389
Total	4 566	11,0	6 570	15,9	1 166	2,8	1 000	2,4	15 000	36,2	8 000	19,3	3 619	8,7	1 280	3,1	240	0,6	41 440	

C. Résumé des avantages et analyse économique

31. Les avantages devraient résulter: i) d'un accès amélioré aux terres agricoles productives et aux ressources en eau, par le biais d'une série d'investissements dans la mise en valeur des terres, les routes agricoles, l'amélioration des sols et les installations de collecte de l'eau de pluie; ii) de la résilience accrue des petits exploitants face aux effets actuels et prévus de la variabilité et du changement climatiques par le biais de pratiques adaptées d'utilisation des terres agricoles et d'une gestion améliorée des sols et de l'eau; iii) des liens renforcés avec le marché au niveau des regroupements; et iv) d'un appui au développement de l'entrepreneuriat. Le taux de rentabilité économique interne global du projet est estimé à 27% pour le scénario de référence. La valeur actuelle nette du flux d'avantages nets du projet, à un taux d'actualisation de 9%, est de 56,5 millions d'USD.

D. Durabilité

32. La durabilité est intégrée dans la conception de la composante sur la mise en valeur des terres de plusieurs façons essentielles. Grâce à l'approche adoptée, fondée sur la demande et le partage des coûts, et au renforcement de la capacité du groupe cible à améliorer la productivité des ressources existantes, le projet devrait amener les participants à utiliser les ressources naturelles existantes de manière plus efficiente et rentable. Ceci, à son tour, permettra au groupe cible d'améliorer sa résilience face aux défis des changements climatiques, et fournira une incitation financière et les moyens de financer les coûts d'entretien régulier. Le projet garantira la durabilité de l'environnement en veillant à ce que toutes les activités et les intrants au titre de la composante 1 soient examinés d'un point de vue environnemental. Enfin, les critères de sélection des procédures d'exploitation et d'entretien réalisables et durables seront approuvés par l'institution responsable, c'est-à-dire les conseils villageois/municipaux pour les routes agricoles, et les agriculteurs pour l'amélioration des terres.
33. La durabilité fait partie intégrante de l'approche de marché (composante 2), qui fera appel à toutes les parties prenantes à un stade précoce et tout au long du processus. Les conseils villageois/communaux seront propriétaires de l'infrastructure économique. Le projet appuiera la création d'entités de gestion privées autonomes, auxquelles les conseils villageois/municipaux pourront déléguer la gestion et le fonctionnement durables des centres de commercialisation et de collecte moyennant des frais de marché convenus. À long terme, la reconnaissance de l'origine palestinienne des produits agricoles devrait également engendrer des débouchés commerciaux effectifs et réguliers. Les plateformes rurales multipartites renforceront le capital social local en sensibilisant les institutions financières aux projets entrepreneuriaux viables et les encourageront à soutenir les investisseurs en leur offrant des services financiers.
34. La composante 3 repose sur la demande vigoureuse et croissante d'informations de qualité sur le climat, y compris des modèles de prévisions, et leur traduction en informations exploitables pour les agriculteurs. Toutes les parties prenantes, y compris le Ministère de l'agriculture, l'Autorité chargée de la qualité de l'environnement et les services météorologiques ont exprimé leur volonté de mettre en place les procédures d'exploitation et d'entretien, ainsi que les stations météorologiques proposées. La durabilité des activités de la composante 3 est également renforcée par le fait que le Ministère de l'agriculture et l'Autorité chargée de la qualité de l'environnement: i) considèrent que le PGTR est un projet important pour réduire la vulnérabilité du secteur agricole; et ii) ont fortement soutenu l'inclusion de la troisième composante dans la conception du PGTR.

E. Identification et atténuation des risques

35. Les risques politiques en Cisjordanie sont supérieurs à la moyenne et doivent être acceptés comme faisant partie du cadre de travail en Palestine. Toutefois, un plan de gestion des risques mûrement réfléchi est proposé.
36. Le risque lié aux difficultés d'exécution en raison de l'instabilité dans certaines parties de la zone C sera atténué par un ciblage géographique sur les zones non sensibles au sein de cette zone (il n'y aura pas d'investissements près du mur de séparation, ni près des colonies de peuplement israéliennes et/ou des routes israéliennes). Les travaux de mise en valeur des terres seront également menés uniquement sur les terres dotées de titres de propriété. L'UGP sera constituée de professionnels qui connaissent l'environnement local et ont conscience des enjeux politiques. Des plans de rechange pourront également être envisagés si des problèmes d'exécution devaient survenir dans la zone C (par exemple le transfert d'une partie des investissements au profit de la zone B après l'examen à mi-parcours).
37. Activités à mettre en œuvre au titre de la composante 1. Aucun risque important concernant la mise en œuvre des procédures et des technologies proposées de mise en valeur des terres n'a été décelé. Ces technologies et procédures ont été largement utilisées dans la mise en œuvre de nombreux projets et programmes financés par différents donateurs dans la zone du projet, y compris le Programme de gestion participative des ressources naturelles financé par le FIDA et récemment achevé.
38. Activités à mettre en œuvre au titre de la composante 2. Aucun risque majeur s'agissant de l'amélioration de l'accès aux marchés n'a été décelé. Les interventions s'appuient sur la participation et l'engagement des conseils villageois/communaux et des parties prenantes locales afin de garantir l'appropriation et la durabilité des investissements. Les risques peuvent découler du grand nombre d'agents d'exécution, mais par l'intermédiaire de son unité axée sur l'agro-industrie, l'UGP orientera et contrôlera la qualité des services fournis par les partenaires d'exécution.
39. Activités à mettre en œuvre au titre de la composante 3. Le principal risque réside dans l'exploitation et l'entretien des stations météorologiques, et le traitement des données en recommandations exploitables que les agriculteurs utiliseront. Pour contrer ce risque, une analyse en profondeur des besoins et du rapport coûts-efficacité sera effectuée, y compris des besoins des agriculteurs et de l'utilité des données à produire.

V. Considérations d'ordre institutionnel

A. Respect des politiques du FIDA

40. Le PGTR s'inscrit dans le droit fil des politiques et stratégies du FIDA suivantes: i) cadre stratégique 2016-2025; ii) stratégie relative aux situations de fragilité; iii) engagement aux côtés des pays à revenu intermédiaire; iv) politique en matière de dons; v) stratégie de développement du secteur privé; vi) politiques de ciblage sans exclusion et d'intégration des jeunes et des femmes; et vii) stratégie concernant les changements climatiques. Étant donné que les améliorations environnementales et l'inclusion sociale sont au cœur du projet, et que les effets potentiels négatifs peuvent être atténués, le projet est rangé dans la catégorie B.

B. Alignement et harmonisation

41. Le PGTR est en harmonie avec: i) la stratégie nationale pour le secteur agricole 2017-2022, qui présente en détail des stratégies spécifiques pour la réalisation des priorités politiques, notamment: accroître la production agricole et animale et développer les chaînes de valeur connexes; et protéger et soutenir les agriculteurs; et ii) la contribution nationale déterminée et le plan d'adaptation national, en vertu

de la convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, qui accorde la priorité aux actions d'adaptation clés pour le secteur agricole.

C. Innovations et reproduction à plus grande échelle

42. Dans la sous-composante sur le soutien au développement d'entreprises inclusives, les plateformes rurales multipartites appuieront le développement de microentreprises en contribuant à l'identification des entreprises, en fournissant un appui-conseil à la gestion, en participant à l'évaluation des possibilités de la chaîne de valeur, et en offrant un soutien à la reproduction à plus grande échelle.
43. Pour soutenir la reproduction des résultats à plus grande échelle, la composante 3 fournira également une assistance technique en vue de renforcer les capacités d'adaptation des parties prenantes du secteur public, en intégrant des objectifs et des mesures d'adaptation dans la planification et la programmation, et en les mettant en relation avec les réseaux régionaux et internationaux sur les changements climatiques.

D. Participation à l'élaboration des politiques

44. Les investissements du projet favoriseront la résilience et prendront en considération la vulnérabilité des zones ciblées en matière de pénurie d'eau, de salinité et de pertes après récolte. Le projet encouragera la participation à l'élaboration des politiques sur l'adaptation aux changements climatiques dans le secteur agricole.

VI. Instruments et pouvoirs juridiques

45. Un accord de financement entre l'Autorité palestinienne et le Fonds du FIDA pour Gaza et la Cisjordanie constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti au pays bénéficiaire. Une copie de l'accord de financement négocié sera distribuée lors de la session.
46. L'Autorité palestinienne est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
47. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA, ainsi qu'à l'instrument portant création du FGC.

VII. Recommandation

48. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds du FIDA pour Gaza et la Cisjordanie accordera à l'Autorité palestinienne un don d'un montant équivalant à quatre millions cinq cent soixante-six mille dollars des États-Unis (4 566 000 USD) qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds du FIDA pour Gaza et la Cisjordanie accordera à l'Autorité palestinienne un don financé par une contribution du Fonds de l'OPEP pour le développement international d'un montant équivalant à un million de dollars des États-Unis (1 000 000 USD) qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Gilbert F. Hougbo

Negotiated financing agreement

Resilient Land and Resource Management Project

(Negotiations concluded on 8 March 2018)

Grant Number: _____
Supplementary Grant Number: _____

Project Title: Resilient Land and Resource Management Project ("RELAP" or "the Project")

The Palestinian Authority (the "Recipient")

and

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

WHEREAS, in 1998 the IFAD Governing Council created the IFAD Fund for Gaza and the West Bank (FGWB) to provide financial assistance for projects and programmes in the form of loans and grants for Gaza and for such areas, sectors and activities in the West Bank which are or will be under the jurisdiction of the Palestinian Authority; and

WHEREAS, the Executive Board of IFAD has transferred resources of the Fund to the FGWB for the purpose of providing a Grant to support the Project, and additional funds have been provided to the FGWB by the OPEC Fund for International Development (OFID) for the same purpose.

NOW, THEREFORE, the Parties hereby agree as follows:

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Programme Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), and the Allocation Table (Schedule 2).
2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, amended as of April 2014, and as may be amended hereafter from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.
3. The Fund shall provide two Grants to the Recipient, the IFAD Grant and the OFID Grant, (together the "Financing"), which the Recipient shall use to implement the Project in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

Section B

1. (a) The amount of the Grant is four million five hundred sixty six thousand United States dollars (USD 4 566 000).

(b) The amount of the OFID Grant is one million United States dollars (USD 1 000 000).

2. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1 January.

3. The Recipient shall provide counterpart financing for the Project in the amount of seven million and seven hundred seventy three thousand United States dollars (USD 7 730 000), of which USD 1.166 million shall be in cash transferred to the counterpart account, and the rest in kind.

Section C

1. The Lead Project Agency shall be the Ministry of Agriculture.

2. The following is designated as an additional Project Party: FAO, as implementing partner for Component 3.

3. The Project Completion Date shall be the sixth anniversary of the date of entry into force of this Agreement.

Section D

The Financing will be administered and the Project supervised by the Fund.

Section E

1. The following are designated as additional general conditions precedent to withdrawal:

a. The Recipient shall have prepared a draft Project Implementation Manual acceptable to IFAD, including financial, accounting, procurement and administrative arrangements; and

b. The Recipient shall have acquired and configured financial, accounting and operational software to support all the transactions, budget and cash forecasts analysis, operational and financial dashboards.

2. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Recipient:

Minister of Finance and Planning
Ministry of Finance and Planning
P.O. Box 795
Ramallah

For the Fund:

The President
International Fund for Agricultural Development
Via Paolo di Dono 44
00142 Rome, Italy

This Agreement, dated _____, has been prepared in the English language in two (2) original copies, one (1) for the Fund and one (1) for the Recipient.

THE PALESTINIAN AUTHORITY

Authorized Representative
(name and title)

INTERNATIONAL FUND FOR
AGRICULTURAL DEVELOPMENT

Gilbert F. Houngbo
President

Schedule 1

Project Description and Implementation Arrangements

I. Project Description

1. **Project Area.** The Project area comprises Areas B and C in the 11 governorates of the West Bank. Components 1 and 2 will initially be rolled out in Bethlehem, Hebron, Jenin, Nablus, Tubas and Tulkarm. The number of governorates may be increased after mid-term review, subject to implementation progress and available financial envelope. Due to the inherent nature of building a network of agro-meteorological weather stations and the upscaling ambitions, component 3 will cover all of the West Bank's governorates. The project will seek to select areas with the highest incidence of poverty. Other criteria for final village selection include the existence of a potential to develop a minimum of 200 dunums of land and with higher vulnerability to climate related risks.

2. **Target Population.** In terms of categorisation, the major target groups are as following:

- Smallholders and small-scale farmers, especially semi-subsistence and commercially oriented smallholder farmers;
- Poor, landless and unemployed youth and women, sensitive to poverty and climate change, and facing unique challenges and opportunities that require tailor-made targeting strategies;
- Small livestock herders.

3. **Goal.** The overall goal of the Project is to improve the resilience and incomes of rural producers' households in the West Bank.

4. **Objective.** The development objective of the Project is to increase climate resilience, land productivity, agricultural production and marketing opportunities for smallholders and landless rural poor.

5. **Components.** The Project will have three core components that envisage a number of complementarities between subcomponents.

5.1. **Component 1: Climate resilient land development.** This component is designed to **enhance** access to productive agricultural land and water through a range of investments in land development, agricultural roads, soil improvements and rain water harvesting facilities, which will be undertaken in close partnership with beneficiaries, municipalities and villages. It will also aim to strengthen small farmers' and livestock keeper's resilience to current and anticipated impacts of climate variability and change. The component comprises three sub-components:

5.1.1. Testing and monitoring of resilient benefits of land development practices will be implemented in parallel with subcomponent 1.2 below. It will support the systematic testing, monitoring and learning with farmers and livestock keepers from the land development approaches and practices implemented in farmers' fields under subcomponent 1.2. The systematic learning and knowledge products will facilitate diversifying current land development interventions and support the transformation to resilient production systems.

5.1.2. Resilient land development will invest in the development of agricultural lands using multi-stakeholder rural platforms at the village level (MRPs). It will include soil improvement to enhance fertility and water storage capacity, land de-

rocking, different types of terracing and soil and water containing infrastructure, fencing, cisterns for rain water harvesting, land preparation, tree planting, as well as measures to inform, encourage and support smallholders, and particularly women, to register their land.

5.1.3 Investment in agricultural roads will focus on roads that will complement the land development activities under the sub-component 1.2, by assuring reliable access to and from the lands developed for agricultural production. Eligible investments will include also road ancillaries such as drainage facilities and required retaining walls to ensure climate resilience of constructed roads.

5.2. Component 2: Market linkages for the rural poor. This component will improve market linkages for the beneficiaries of land development, by facilitating clustering of agricultural products at village level through the establishment of the MRPs and market and collection centres. Also, specific focus will be on creating climate resilient income generating activities and entrepreneurial opportunities in the farming and off-farming rural sectors, specifically addressing constraints faced by the marginalized, including landless women and youth. The component is set up with two subcomponents:

5.2.1. Rural bulking of agricultural products will aim at attracting and connecting farmers and their organisations with more market actors and increasing local demand for agricultural products. It will generate more opportunities (through bulking), better prices (through higher value added thanks to processing, and access to markets on better terms) and incentivising trade and investment in agriculture. It will also create a conducive context for the emergence or strengthening of market oriented farmers organisations in the provision of post-harvest services.

5.2.2. Inclusive entrepreneurship development support will aim at supporting the establishment or expansion of rural micro-enterprises by investing in their business development and improve their incomes. This subcomponent will also have a clear focus on the inclusivity of rural women, unemployed youth, their organizations, and the poor landless at the village level, who will also be encouraged to participate in the MRPs and for whom a micro-enterprise facility will be established for the award of climate adaptive entrepreneurship investment grants and tailored technical assistance.

5.3. Component 3: Improved public services for climate resilient agriculture. The component will support Palestinian farmers in taking timely and effective action to protect their crops and animals from pests, diseases, extreme weather and climatic conditions. Also, to overcome current critical challenges in Palestine for a transformative change in dealing with climate change impacts on agriculture, this component aims to 1) promote public services that enable farmers to take timely and risk-informed actions, 2) consolidate capacities of the MoA, EQA, Meteorology Department (PMD) and other related actors for advanced information, evidence and programming on climate change adaptation in agriculture. The component is set up with two subcomponents:

5.3.1. Improving agro-climate information and extension services to farmers will aim at enabling the generation of practical agro-meteorological information to support farmers in applying agricultural activities that reduce and mitigate negative impacts of weather extremes and climate change on crops and livestock. Activities will include improving agrometeorological observations network covering the main agro-ecological zones in the West Bank. The Project will procure and upgrade/install synoptic weather stations and manual instruments and upgrade existing stations with sensors for measuring atmospheric and soil environment parameters. Results from the sub-component 1.1 and other remote sensing, analysis of historical climate data and future trends will be used to model future impacts of climate change on main crops and farming systems.

- 5.3.2. Strengthening institutional and technical capacities for the implementation of agriculture goals in the National Determined Contributions will facilitate the implementation of the "Action Plan for improving the Institutional Framework for Climate Change in Palestine". It will support the institutionalization of climate change adaptation in agriculture, including efficient mechanisms for the operationalization, partnerships and progress monitoring of national goals. The Project foresees the mainstreaming of climate change actions into agricultural institutions at both central and local level. Moreover, a plan for upscaling validated climate change adaptation practices will be prepared. Finally support will be granted to strengthening Palestinian agricultural partnerships and initiatives on climate change, nationally and internationally.

II. Implementation Arrangements

6. The Lead Project Agency: The Ministry of Agriculture will be the Project Lead Agency.

6.1 A National Project Steering Committee (PSC) will be established by Government decree to: (i) provide overall policy guidance, oversight and strategic directions for the Project; (ii) ensure RELAP alignment and complementarity with projects financed by other donors in the West Bank; and (iii) approve the AWPBs of the Project. A high representative from the MoA will be the Chairperson of the PSC. Other members will include: (i) all MoA General Directors involved in RELAP implementation and/or monitoring; (ii) the Minister's Advisor for climate change and national focal point for UNFCCC and IPCC/Environment Quality Authority (EQA); (iii) one representative each of the Ministry of Social Affairs, the Ministry of Women Affairs, the Ministry of Planning and Finance (MoPF), and the Palestine Trade Centre (PALTRADE); (iv) one representative each from other Project stakeholders, including government agencies and public and private organisations as appropriate; and (v) ad-hoc technical resource persons to be invited by the MoA as and when needed (e.g. the chamber of commerce and farmers' organisations). The RELAP Director will be the Secretary of the PSC, responsible for preparing the minutes of the PSC meetings.

6.2 A technical committee will be established to ensure coordination of implementation within and between components consisting of all implementing partners, including NGOs, NARC, FAO and PWA, PMD, field coordinators, PMU and others as needed. The technical committee will meet monthly invested and hosted by the Project Management Unit (PMU).

6.3 Day to day management and implementation of the Project will rest with the PMU, which will be integrated into the MoA and led by the General Directorate of Agricultural Land. The PMU will be vested with financial and technical autonomy and will be responsible for overseeing implementation. The principal functions of the PMU will be to carry out the overall programming and budgeting of Project activities, take the lead in implementation – in cooperation with implementing partners, service providers, infrastructure contractors, village and municipality councils and other beneficiary groups and institutions – and monitor and document Project progress.

6.4 Specifically, the PMU will assume the responsibility for generating the annual work plans and budgets (AWPBs) to be submitted to the PSC for review and approval and subsequently to IFAD for final approval. Likewise, the PMU will take the lead in the implementation of subcomponent 1.1, with support from the National Agricultural Research Centre (NARC) and NGOs, and in the procurement of civil works for sub-component 1.3. The PMU will also be responsible for implementation of activities related to wadis land development, conservation agriculture, and rangeland rehabilitation under sub-component 1.2. NGOs will be competitively contracted for the implementation of

other activities under sub-component 1.2 and for the implementation of component 2. FAO will be the main implementing partner for component 3.

7. Mid-Term Review (MTR). Towards the end of the third year of implementation, a MTR will be jointly organized by Government and IFAD. Government shall first take the lead in conducting an assessment of Project overall implementation. On that basis, the Fund shall carry out a mid-term review, covering among other things an assessment of: (i) the physical and financial progress as measured against AWPBs; (ii) the performance and financial management of implementing partners; (iii) the efficacy of the institutional development and capacity building activities; (iv) the progress in infrastructure investments and testing and upscaling of new land development models; (v) the establishment and functionality of the multi-stakeholders rural platforms; (vi) the efficiency of the investment grant mechanism; etc. IFAD will then present a report on mid-term review with conclusions, corrective actions to be taken to address potential performance gaps, as well as recommendations for the MoA.

8. Project Completion Review (PCR). Ideally before the RELAP completion date but no later than 3 months after project closing, a PCR will also be jointly organized by Government and IFAD. The PCR will focus on assessing the relevance of Project interventions, implementation effectiveness and efficiency, outreach and targeting, the likelihood of sustainability of Project benefits and the potential for upscaling and replication. The PCR also aims at generating and documenting useful lessons from implementation that will help improve future programming or policies.

9. Project Implementation Manual (PIM). Based on the draft PIM produced during design (Appendix 11 of the Project Design Report), the PMU shall finalize a PIM acceptable to the Fund and submit it for approval to the PSC. The PIM will comprise of three parts: (i) the administrative, accounting, financial and procurement part; (ii) the operations/implementation part; and (iii) the monitoring and evaluation (M&E) part. When so approved, a copy of the PIM shall be provided by the PMU to the Fund. The PIM may be amended when necessary to introduce clarification in procedures, eliminating constraints for implementation or facilitating access of producers to the Project services.

Schedule 2

Allocation Table

1. Allocation of Grant Proceeds. The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the IFAD Grant and the OFID Grant; the allocation of the amounts of the Grants to each Category, and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Category	IFAD Grant Amount allocated (expressed in thousands USD)	OFID Grant Amount allocated (expressed in thousands USD)	Percentage of Expenditures (all net of Taxes and Government and Beneficiaries' contributions)
1. Consultancies	1 075	90	100%
2. Goods, Services and Equipment	420	5	100%
3. Trainings & Workshops	660	35	100%
4. Works	920	845	100%
5. Salaries, Allowances and operating costs	1 260	25	100%
Unallocated	231		
Total	4 566	1 000	

2. Start-up Costs. Withdrawals in respect of expenditures for start-up costs incurred before the satisfaction of the general conditions precedent to withdrawal will be authorized for expenditures related to: recruitment of the PMU contracted staff and salaries for first 3 months; start-up workshops; installation of the accounting software; drafting of the Project Implementation Manual (PIM); procurement of the IT equipment and the project vehicle; selection of the implementing partners (NGOs); and baseline survey. Such expenditures shall not exceed an aggregate amount of USD 200 000.

Logical framework (Cadre logique)

Objectives and expected results	Indicators	Targets				Means of Verification			Risks
		Baseline data	Y1	Midterm	Y6	Source	Frequency	Responsib.	
Goal: To improve the resilience, land security and livelihoods of rural producers' households in selected villages of the West Bank.	Number of beneficiaries reporting an increase in revenues of:					(i) Baseline and impact surveys; (ii) Sample of farmers' records	(i) Y1, Y3 and Y6; (ii) Annually	UGP	Sudden increase in prices may cause an increase in households' expenditures and override economic resilience benefits.
	<ul style="list-style-type: none"> At least 20% from agriculture for 75% of the 4 500 targeted farmers (component 1) 	n/a	n/a	1 350	3 375				
	<ul style="list-style-type: none"> At least NIS 2,293/month for 70% of 900 investment grant beneficiaries (sub-com 2.2) 	To be collected in Y1	n/a	180	630				
	Number of targeted households (all components) with enhanced resilience to climate change ^(A)	To be collected in Y1	n/a	9 000	24 000	Baseline and impact surveys	Y1, Y3 and Y6	UGP	
Development Objective: To increase climate resilience, land productivity, agricultural production and marketing opportunities for smallholders and landless rural poor	Number of households reached and supported	0	1 231	24 154	30 000	Annual outcome surveys (AOS)			Volatile economic and political situation disrupt project implementation. Severe droughts may cause low agricultural productivity or production. Mobility restrictions may disrupt production and marketing.
	Number of supported households (subcomponent 1.2) reporting increase in production ^(RIMS)	n/a	0	265	1 590	AOS	Annually, starting Y2	UGP	
	Number of hectares of land brought under climate-resilient management ^(RIMS)	0	0	955	1 800	Implementers' activity report	Annually	UGP	
COMPONENT 1									
Outcome 1: Enhanced smallholders' and livestock keepers' access to productive agricultural land and water	Number of supported farmers reporting reduced water shortage vis-à-vis production needs ^(RIMS)	n/a	0	795	2 20	AOS	Annually	UGP	Delays in the selection or contracting of implementing partners may cause implementation delays. Political interference in the local beneficiaries' selection process may cause mis-targeting
	Number of farmers and livestock keepers reporting adoption of climate resilient practices ^(RIMS)	0	0	1 325	2 120	AOS	Annually	UGP	
Output 1.1: Unproductive land is developed using climate-resilient techniques	Number of ha of reclaimed or rehabilitated land areas (both agricultural land and rangeland) that became suitable for agricultural use ^(MOA) :			955	1 800	Implementers' activity reports	Annually	PMU and implementers	
Output 1.2: Men and women smallholders are provided with legal support to obtain land property titles	Number of persons provided with legal support to obtain formal land title ^(B)	0	0	20	40.	Implementers' activity reports	Monthly	PMU and implementers	Social or family pressure prevents women from seeking project support Long court delays
Outcome 2: Enhanced smallholders' physical access to markets	Number of farmers whose land holdings are connected to constructed or rehabilitated road ^(B)	0	0	2 550	4 500	AOS	Annually	PMU and implementers	Difficulties in identifying land development beneficiaries living close to one another may inflate costs or result in lack of road access for some Component 1.1 benef.
Output 2.1: Market-access rural roads are constructed or rehabilitated.	Number of km of roads constructed or upgraded ^(MOA, RIMS)	0	0	25	100	Implementers' activity reports	Monthly	PMU and implementers	
COMPONENT 2									
Outcome 3: Increased marketing and business opportunities for farmers, rural producers and traders	Number of traders, rural producers and brokers with improved marketing opportunities ^(B)	0	0	3 326	6 50	AOS	Annually	PMU and implementers	Farmers' reluctance to use new marketing channels Traders' reluctance to join competitors in MRP may hinder results

Objectives and expected results	Indicators	Targets				Means of Verification			Risks
		Baseline data	Y1	Midterm	Y6	Source	Frequency	Responsib.	
Output 3.1: Multi-stakeholders' rural platforms (MRP) are established and facilitated	Number of micro-entrepreneurs receiving agricultural business development services ^{(MOA, RIMS) (B)}	0	0	1 675	1 675	Implementers' activity reports	Monthly	PMU and implementers	Lack of facilitation skills by implementers may jeopardize MRP's success.
Output 3.2: Village-level collection centres are rehabilitated/constructed, with functional management bodies.	Number of collection centres constructed ^(RIMS)	0		11	11	Implementers' activity reports	Monthly	PMU and implementers	Difficulties in identifying suitable municipal land Political influence may result in selection of unsuitable location.
Outcome 4: Enhanced income-generating capacities for poor, unemployed and landless rural youth and women.	Number of supported (existing) micro-enterprises reporting an increase in profit ^(RIMS)	0	0	1 172	1 507	Annual outcome surveys	Annually	PMU and implementers	Social or family pressure prevents women from seeking project support. Husbands' capture of women's benefits.
Output 4.1: Targeted, poor rural youth and women provided with investment grants and business skills training.	Number of persons receiving investment grants and receiving BDS ^(B)	0	0	675	900	Grants' management committee reports	Monthly	PMU and implementers	The lack of reliable data on applicants' income, may cause mistargeting
COMPONENT 3									
Outcome 5: Enhanced access by farmers and rural producers to practical agro-meteorological information	Number of supported farmers and livestock owners reporting accessing and using agro-climate information bulletins	n/a	0	15 000	27 000	AOS	Annually	UGP	Difficulties in tracking the total number of households accessing agro-meteorological information in the project target area, may be an obstacle to the proper measurement of results.
Output 5.1. New weather stations installed and equipped, with relevant staff trained in their proper operation	Number of agro-metrological stations installed and equipped	0	0	12	12	Implementers' activity reports	Monthly	PMU and implementers	
Output 5.2. Farmers have received technical advices in their adoption of climate resilient agriculture practices and are provided with regular agro-climate information	Number of farmers receiving technical advices, by topic ^(B)	0	1 231	17 847	30 000	Implementers' activity reports	Monthly	PMU and implementers	
Outcome 6: Strengthened institutional and technical capacities for the implementation of the "Action Plan for improving the Institutional Framework for CC in Palestine"	Percentage of action plan activities fully implemented	0%	0%	40%	70%	Implementers' activity reports	Quarterly	PMU and implementers	Insufficient cooperation between MoA, EQA and FAO could jeopardize results.
Output 6.1: MoA and governorates have capacities to mainstream climate change adaptation measures in working/operational procedures	Number of governorates that have included climate change adaptation measures in annual planning, budgets, programs, and monitoring	0	0	4	11		Monthly		

(A) Indicator on climate resilience on beneficiary households will be monitored using a resilience score card as explained and presented in SECAP note of the project design document.

(B) Data for these indicators will be disaggregated by sex (number of men and women to be reported separately) and age group (number of youth to be reported separately).